

Vu ce 31/3/08  
cf

N° 14/CA du répertoire

N°00-080 /CA du greffe

Arrêt du 1<sup>er</sup> Février 2007

Affaire : AHLIN L. Kodjo

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

C/

Préfet de l'Atlantique

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 6 juin 2000, enregistrée au greffe de la cour, sous le n° 615/GCS du 15 juin 2000, par laquelle Monsieur Ahlin L. Kodjo, domicilié au carré 95 Akpakpa Sodjéatimè 03 BP 4326 Cotonou, a saisi la Haute Juridiction d'un recours en annulation pour excès de pouvoir contre l'arrêté n° 02/146/DEP-ATL/CAB/SAD du 19 mai 2000 pris par le préfet du département de l'Atlantique et lui retirant la parcelle I du lot n° 1755 de Fidjrossè-Kpota ;

Vu les lettres n° 1620 et n° 1621/GCS du 28 juin 2000 par lesquelles le requérant a été invité respectivement à consigner et à satisfaire aux prescriptions de l'article 682 du code général des impôts ;

Vu la lettre n°1806/GCS du 13 juillet 2000 par laquelle le requérant a été invité à produire son mémoire ampliatif ;

Vu la communication de la requête, du mémoire ampliatif et des pièces faite au préfet du département de l'Atlantique par la lettre n°2636/GCS du 23 octobre 2000 afin qu'il produise son mémoire en défense ;

Vu la lettre de mise en demeure n°0753/GCS du 21 mars 2001 adressée au préfet pour ses observations en défense ;

Vu la consignation payée et constatée au dossier par reçu n°1783 du 07 juillet 2000 ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;



*[Signature]*

88

Notifié par V n° 0690-0691/GCS du 31/03/2008  
0867-0868/GCS du 16/04/2008  
0873/GCS du 17/04/2008

Vu toutes les pièces du dossier ;

Ouï le conseiller **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Ouï l'Avocat Général **Clémence YIMBERE-DANSOU** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### **En la forme**

Considérant que le présent recours a été élevé dans les formes et délai de la loi, il y a lieu de le déclarer recevable ;

### **Au fond**

Considérant que Monsieur AHLIN L. Kodjo expose que par attestation de recasement n°2/136/DEP-ATL/SG/SAD en date du 18 septembre 1995 il a été recasé sur la parcelle I du lot n°1755 TF N°105 ;

Que par arrêté préfectoral n° 816/DEP-ATL/SG/SAD en date du 18 septembre 1995 ladite parcelle lui a été attribuée à titre onéreux ;

Que contre toute attente madame NOUGBODOHOUE Pauline épouse Johnson s'est installée d'autorité sur cette parcelle ;

Que face à l'obstination de celle-ci, malgré les tentatives amiables pour lui faire entendre raison, il s'est alors adressé à la justice pour la voir expulser de la parcelle ;

Que de même, la préfecture de Atlantique en vue d'un règlement amiable, lui proposa de renoncer à cette parcelle au profit de madame NOUGBODOHOUE contre deux autres en dédommagement, ce à quoi il s'est opposé ;

Que c'est sur ses entrefaites qu'à l'une des audiences du tribunal, en lieu et place de madame NOUGBODOHOUE survint madame Emilienne GAUTHE qui lui opposa l'arrêté préfectoral n° 2/146/DEP-ATL/CAB/SAD du 19 mai 1990 confirmant le droit de propriété de cette dernière sur la parcelle querellée ;



Que son recours gracieux adressé au préfet est resté sans suite ;

**Sur le moyen du requérant tiré du défaut de motivation sans qu'il soit nécessaire d'analyser les autres moyens.**

Considérant que le requérant soutient que l'arrêté déféré à la censure de la cour n'a fait état d'aucun motif, mais est plutôt « déclaratif de grandes décisions incendiaires et iniques » ;

Que la motivation d'une décision administrative est obligatoire et constitue une formalité substantielle dont la méconnaissance entraîne une illégalité ;

Considérant que l'obligation est faite à toute autorité administrative de motiver sa décision individuelle ou collective surtout lorsqu'elle porte retrait ou privation d'un droit ;

Que cette motivation doit être non seulement écrite, claire et précise mais encore adaptée aux circonstances de l'affaire ;



Considérant que dans le cas d'espèce il est établi que la parcelle I du lot n° 1755 TF N° 105 a été régulièrement attribuée par le préfet de l'Atlantique au requérant depuis septembre 1995 suivant l'arrêté N° 816/DEP-ATL/CAB/SAD du 18 septembre 1995 ;

Que par l'arrêté n°2/146/DEP-ATL/CAB/SAD du 19 mai 2000 la même autorité administrative, sans aucun motif, lui a retiré cette parcelle et l'a attribué à dame GAUTHE Emilienne ;

Que par ce même arrêté, l'autorité administrative a projeté d'attribuer au requérant deux autres parcelles en remplacement ;

Considérant que cet acte qui nuit aux intérêts du requérant n'est véritablement soutenu par aucun motif, en effet l'arrêté attaqué n'ayant fait état d'aucun ;

Que dans ses conditions, sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens, il échet d'annuler l'arrêté querellé.

88



Par Ces MotifsDécide

Article 1<sup>er</sup> : Le recours de monsieur AHLIN L. Kodjo est recevable.

Article 2 : L'arrêté préfectoral n°2/146/DEP-ATL/CAB/SAD du 19 mai 2000 est annulé avec toutes les conséquences de droit.

Article 3 : les dépens sont mis à la charge du trésor public.

Article 4 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (chambre administrative) composée de :

Enregistré à Cotonou le 14-08-04 Jérôme O. ASSOGBA, Conseiller de la chambre administrative, PRESIDENT ;

Fo 45 Casc. 3543

Reçu GRATIS  
L'Inspecteur de l'Enregistrement

Eliane R.G. PADONOU  
et  
Etienne FIFATIN

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi premier février deux mille sept, en présence de :

Clémence YIMBERE-DANSOU ,

MINISTERE PUBLIC ;

Geneviève GBEDO,

GREFFIER ;

Et ont signé

Le Président,

Le Greffier,

Jérôme O. ASSOGBA.-

Geneviève GBEDO.-



Antoinette M. L. AGO